



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-17094>

Département(s) de publication : 30

Annonce n° 25-17094

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Beaucaire (30)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Réalisation de missions de maîtrise d'oeuvre et missions annexes dans le domaine bâtimentaire pour la Ville de Beaucaire

**Description** : Réalisation de missions de maîtrise d'oeuvre et missions annexes dans le domaine bâtimentaire pour la Ville de Beaucaire

**Identifiant de la procédure** : 27a2d6cb-7294-41c2-a760-e109565af655

**Identifiant interne** : 2025-003

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71000000 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71300000 Services d'ingénierie

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Sur le territoire de la Commune

**Ville** : Beaucaire

**Code postal** : 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 2,000,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,000,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Retrait du dossier de consultation : Il est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr) Les opérateurs ayant retiré le dossier sont invités à s'enregistrer afin d'être automatiquement alertés des éventuelles modifications. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Remise des offres : La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-securises.fr> . Renseignements complémentaires : Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-securises.fr> Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande. Visite sur site obligatoire (Article 6.2 RC)

#### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : (Voir Règlement de la Consultation)

Faillite : (Voir Règlement de la Consultation)

Corruption : (Voir Règlement de la Consultation)

Concordat : (Voir Règlement de la Consultation)

Participation à une organisation criminelle : (Voir Règlement de la Consultation)

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : (Voir Règlement de la Consultation)

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : (Voir Règlement de la Consultation)

Fraude : (Voir Règlement de la Consultation)

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : (Voir Règlement de la Consultation)

Insolvabilité : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : (Voir Règlement de la Consultation)

Biens administrés par un liquidateur : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : (Voir Règlement de la Consultation)

Motifs d'exclusion purement nationaux : (Voir Règlement de la Consultation)

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable d'une faute professionnelle grave : (Voir Règlement de la Consultation)

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement des cotisations de sécurité sociale : (Voir Règlement de la Consultation)

État de cessation d'activités : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement d'impôts et taxes : (Voir Règlement de la Consultation)

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : (Voir Règlement de la Consultation)

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Réalisation de missions de maîtrise d'oeuvre et missions annexes dans le domaine bâtementaire pour la Ville de Beaucaire

**Description** : Réalisation de missions de maîtrise d'oeuvre et missions annexes dans le domaine bâtementaire pour la Ville de Beaucaire

**Identifiant interne** : 2025-003-01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71000000 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71300000 Services d'ingénierie

**Options** :

**Description des options :** L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Sur le territoire de la Commune

**Ville :** Beaucaire

**Code postal :** 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 2,000,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,000,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. La date prévisionnelle de mise en place d'une nouvelle procédure est en début d'année 2029.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre sans minimum et avec maximum (500000 €HT annuel) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents. L'accord-cadre sera attribué à plusieurs opérateurs économique. 3 entreprises maximums seront désignées comme attributaires de l'accord-cadre. Il ne sera pas possible de désigner un seul attributaire. En cas de nombre insuffisant de candidats, la procédure sera déclarée infructueuse. Les critères de sélections des marchés subséquents sont les suivants : - Prix 60% - Valeur technique (et notamment l'analyse synthétique du candidat sur le projet avec prise en compte du site et des contraintes du réel) 30% - Délais d'exécution 10% Les offres ( notamment le prix et

les délais d'exécution) seront au moins aussi avantageuses que les prix et les délais indiqués dans l'accord-cadre. En aucun cas, des prix ou des délais supérieurs peuvent être appliqués. L'offre classé 1ère sera désignée attributaire du marché subséquent.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix des prestations

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

**Critère :****Type :** Qualité**Nom :** Valeur technique**Description :** 2 - Valeur technique sur 70% décomposé comme ci dessous : 2-1 Moyens humains et matériels 35% Présentation de l'équipe pluridisciplinaire et des qualifications professionnelles, affectée au marché. Présentation des outils matériels à disposition pour la bonne exécution des prestations. 2-2 Méthodologie mise en œuvre pour la réalisation des prestations 35% Les techniques de procédures de travail pour assurer la qualité des prestations par élément de mission, Méthodologie d'organisation des chantiers, Nombres de réunions, Méthodologie pour assurer une bonne communication, ...

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**5.1.11 Documents de marché****Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr>**Canal de communication ad hoc :****URL :** <https://www.marches-securises.fr>**5.1.12 Conditions du marché public****Conditions de présentation :****Présentation par voie électronique :** Requise**Adresse de présentation :** <https://www.marches-securises.fr>**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français**Catalogue électronique :** Non autorisée**Variantes :** Non autorisée**Date limite de réception des offres :** 17/03/2025 à 12:00**Date limite de validité de l'offre :** 150 Jour**Informations relatives à l'ouverture publique :****Date d'ouverture :** 17/03/2025 à 13:30**Informations complémentaires :** Elle se fera ultérieurement à la date limite de remise des offres, en présence de l'acheteur. L'ouverture des plis n'est pas publique et aucune personne extérieure à la Commune ne peut y participer.**Conditions du marché :****Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non**Facturation en ligne :** Requise**La commande en ligne sera utilisée :** oui**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. En cas de groupement conjoint, le mandataire commun du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du présent accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

**Montage financier :** Une avance est accordée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le titulaire doit justifier la constitution d'une garantie à première demande de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur le budget de la Commune. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 3

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nimes

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Beaucaire (30)

## **Section 8 - Organisations**

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Beaucaire (30)

**Numéro d'enregistrement :** 21300032600016

**Adresse postale :** Place Georges Clémenceau

**Ville :** Beaucaire

**Code postal :** 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** pierre.mariette.lopez@beaucaire.fr

**Téléphone :** +33 466591006

**Télécopieur :** +33 466593040

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.beaucaire.fr/>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Nimes

**Numéro d'enregistrement :** 13000192800014

**Adresse postale :** 16 Avenue Feuchères CS 88010

**Ville :** NIMES CEDEX 9

**Code postal :** 30941

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-nimes@juradm.fr

**Téléphone :** +33 466273700

**Adresse internet :** <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 326cbf4b-3092-454f-b4c8-a134c8904b92 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 13/02/2025 à 13:37

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 13/02/2025